

Je vous propose quelques informations pour compléter le document :

1 – Maroc – Algérie

Le « système » avait fait le choix de reconduire Bouteflika pour un cinquième mandat, bien qu'il soit très diminué, physiquement. Cet immobilisme déjà perceptible lors du précédent mandat, a fait naître un mouvement de révolte populaire, le « Hirak », que l'armée a mis à profit pour rester au pouvoir. L'actuel président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mis en place par l'armée pour un mandat allant jusqu'en septembre 2024, date avancée de 3 mois des prochaines élections. Le pôle de décision se situe au sein de l'armée qui a verrouillé les libertés accordées par Bouteflika. La mémoire de la guerre civile des années 90 qui avait fait 250.000 morts est toujours présente et contribue à cet immobilisme. Ceux qui gouvernent sont septuagénaires ou octogénaires, loin des attentes des jeunes générations qui représentent 70% de la population.

Malgré une éducation dans un discours anti-Français, les jeunes, frustrés, veulent pour beaucoup venir en France. Les étudiants se forment à l'étranger, médecins et ingénieurs en France. Les élites algériennes s'installent en France, au Canada ou à Dubaï. Les relations avec la Russie remontent à la guerre pour l'indépendance et le président Tebboune a fait une visite d'Etat à Moscou du 13 au 17 juin 2023. La Chine est aussi présente : plus de 100 000 chinois travaillent dans le BTP, à la construction de routes et de ports.

Favorisée par la remontée du cours des hydrocarbures en 2022, la reprise économique s'est confortée en Algérie. Le PIB réel a augmenté de 3,0 % en 2022, contre 3,4 % en 2021. La hausse de l'inflation s'est poursuivie en 2022 (9,3 %, contre 7,2 % en 2021), également alimentée par l'inflation mondiale. Le déficit budgétaire s'est réduit de 6,9 % du PIB en 2021 à 0,2 % en 2022, et les recettes budgétaires ont augmenté, en particulier celles liées au secteur des hydrocarbures. En 2022, les réserves de change ont atteint 18 mois d'importations, contre 11,1 mois en 2021.

Cette manne budgétaire est utilisée pour renforcer le budget des armées. En 2022, le budget algérien de la Défense s'est élevé à 9,8 milliards d'euros, soit 6,5% du PIB. Il a été doublé en 2023, atteignant le montant de 18,6 milliards d'euros, soit 12% du PIB et s'élève à 21,6 milliards pour 2024. L'Algérie est devenue le premier budget militaire du continent Africain.

Cette augmentation a permis d'équiper la marine de six sous-marins Kilo dotés de missiles SS-N-30 Kalibr russes¹, l'armée de l'air d'avions de chasse Su-30 MKA et Mig-25 PDA, de capacités de tirs quasi-balistiques, avec le missile SS26 Iskander et de « capacités de déni d'accès et d'interdiction de zone en Méditerranée occidentale, à travers un dispositif de défense anti-aérienne composé de S-300 et prochainement de S-400 avec des systèmes de brouillage et de guerre électronique. L'achat d'armes à la Russie n'a pas empêché l'Algérie d'adhérer au dialogue méditerranéen de l'OTAN, en 2002 et de recevoir le président du comité militaire de l'OTAN, l'Amiral Rob Bauer, du 17 au 19 avril 2024. Une modification de la Constitution, effectuée en 2020, autorise l'armée algérienne à intervenir hors des frontières dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

La tension des relations avec le **Maroc** au sujet du Sahara occidental est à l'origine de cette montée en puissance. Le président algérien estime que les relations entre les deux pays ont atteint un « point de non-retour ». De son côté le Maroc a également augmenté son budget militaire à 12,1 milliards de dollars, (source Global Firepower).

¹ Leur portée est toutefois limitée par rapport à ceux utilisés dans la marine russe.

En réponse au soutien d'Alger aux Sahraouis, le Maroc soutient l'autodétermination du peuple Kabyle en Algérie. Leur président, Ferhat Mehenni, exilé aux Etats-Unis, remercie le Maroc pour son soutien : «*Nous savons que le Maroc a de la sympathie pour la Kabylie, vers laquelle il a fait un pas en 2015 et, depuis, ce pas est resté le même et n'a pas progressé. La Kabylie est reconnaissante au Maroc et à Sa Majesté le roi Mohammed VI d'avoir fait ce geste et de l'avoir répété plusieurs fois. De notre côté, la Kabylie espère aller plus loin dans l'amitié kabylo-marocaine. La Kabylie respectera toujours ceux qui lui ont prêté main forte et ne sera jamais ingrate à l'égard du royaume frère du Maroc. En soutenant le droit à l'autodétermination du peuple kabyle, il faut, de notre point de vue, ou il serait bon en tous les cas, d'aller plus loin. Nous ne pouvons forcer la main au Royaume, souverain dans ses décisions, et qui évalue mieux que quiconque ses intérêts.*»

Mis à part le Sahel, l'Algérie a peu de relations avec les pays africains. Il est intéressant de noter que presque tous les premiers ministres de l'Algérie ont été précédemment ambassadeurs au Mali. Toutefois, après s'être réjoui du départ en 2022 des soldats français déployés au Mali, les relations de l'Algérie avec la junte au pouvoir à Bamako se sont détériorées et « l'accord d'Alger » signé entre les deux pays est enterré depuis plusieurs mois par Bamako qui le trouvait trop favorable aux groupes rebelles.

2 - Turquie

Malgré une situation économique difficile, la Turquie a prévu un budget militaire de 40 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 150%, par rapport à 2023, pour moderniser ses capacités militaires. Jusqu'à présent, ses achats d'équipements venaient majoritairement des États-Unis et d'Europe. L'achat de missiles S-400 à la Russie lui a coûté l'annulation de la commande de F-35, en représailles, par les Etats-Unis.

Cette option étant toujours bloquée et l'achat de F-16 n'étant pas garantie, Ankara s'est tourné vers la Russie, option rendue caduque après l'invasion de l'Ukraine. Le chantage sur l'entrée de la Suède à l'OTAN lui a permis d'obtenir des F-16. La Turquie développe en national le TF-X. Elle produit aussi des drones Bayraktar qu'elle a déjà vendu à une quinzaine de pays, dont l'Ukraine. Dans le secteur naval, après la construction de 4 corvettes, un programme de frégates a été lancé, deux navires de débarquement et un porte-aéronefs ont été admis au service actif, ainsi qu'un missile Mer/Mer ATMACA. Une modernisation des sous-marins, de fabrication allemande, est en cours ainsi qu'un programme de construction d'une série nationale. Sur le plan terrestre, la construction d'un char de combat turc, pour remplacer les chars Leopard, rencontre des difficultés de motorisation et de blindage. La Turquie a largement développé ses entreprises d'armement et exporte des armes dans 28 pays.

Par ailleurs, disposant déjà de deux points d'appui en Méditerranée avant 2016, le stationnement de 30 000 hommes à Chypre et la base de Pasha Liman en Albanie, la Turquie a multiplié les bases militaires extraterritoriales, au sein des États où elle intervient militairement, mais également par des partenariats stratégiques : au Qatar une force de 5 000 hommes depuis juin 2017 après la mise en place du blocus sur l'émirat par l'Arabie saoudite ; à Mogadiscio, en septembre 2017, la base Turksom, et quelques mois plus tard l'île soudanaise de Suakin sur la mer Rouge pour une durée de 99 ans. Enfin, pour renforcer son soutien à Tripoli, en Libye, Ankara a déployé entre 1.500 et 2.000 hommes dès 2019. Le parlement turc a prolongé cette présence jusqu'en 2026 et un protocole d'accord visant à renforcer la coopération et la formation militaires entre la Libye et la Turquie. L'accord, signé par le Premier ministre libyen Abdul-Hamid Dbeibah et le ministre turc de la Défense Yasar Gule, le 1 mars 2024, vise à accroître l'efficacité des unités de l'armée libyenne grâce à des

programmes de formation spécifiques. Il vient compléter ceux d'octobre 2022 qui impliquaient la contribution des forces armées turques à la formation des pilotes militaires libyens et à l'amélioration des liens militaires existants.

3 – La Libye

La présence russe en Libye, déjà tangible à partir de 2019 sous la forme d'unités de paramilitaires (ex-Groupe Wagner), connaît depuis le début de l'année une accélération qui n'a pas échappé à des Occidentaux frappés d'impuissance. « *La Russie transfère des militaires et combattants russes vers la Libye depuis trois mois* », conclut une note publiée vendredi 10 mai par All Eyes on Wagner.

Ce collectif international d'enquête sur les réseaux russes en Afrique ajoute que « *la livraison d'équipements et de véhicules militaires de la Syrie vers la Libye constitue l'aspect le plus visible de [cette] implication accrue* ». Citant le chiffre de 1 800 Russes désormais déployés à travers le pays, All Eyes on Wagner relève que deux bâtiments de la marine de Moscou – des navires de débarquement – partis de la base navale syrienne de Tartous ont gagné le 8 avril le port de Tobrouk en Cyrénaïque.²

Photos à l'appui, le collectif d'enquêteurs affirme qu'en ont été déchargés des véhicules et des armes, tels des mortiers 2S12 Sani ou des véhicules blindés de transport BTR et BM. Il s'agirait de « *la cinquième livraison* » de ce type à Tobrouk en quarante-cinq jours. Des sources diplomatiques occidentales sollicitées par *Le Monde* confirment cette montée en puissance russe dans cet Etat charnière d'Afrique du Nord, jonction du Machrek et du Maghreb.

Après avoir nié la présence de mercenaires de Wagner en Libye dès 2019, Moscou ne cache plus la présence de son vice-ministre de la défense russe, Evkourov, à quatre reprises à Benghazi, depuis août 2023 pour rencontrer Haftar. Moscou s'affirme comme le conciliateur et l'interlocuteur privilégié de la Libye et des pays du Sahel avec la possibilité d'agir sur les flux migratoires.

4 – Le Sahel

L'Union européenne (UE) a décidé, mercredi 8 mai, de ne pas reconduire le mandat d'une mission de formation militaire au **Mali**, compte tenu de « *l'évolution de la situation politique et sécuritaire* » dans le pays. L'EUTM était déployée depuis 2013 pour entraîner et conseiller les forces de ce pays confronté depuis 2012 à la propagation djihadiste.

Au **Mali**, la junte vient de suspendre les activités associatives et politiques et d'interdire aux journalistes de couvrir l'actualité des partis encore représentés dans le pays. Les militaires maliens serrent la vis alors qu'ils s'étaient engagés à remettre le pouvoir entre les mains de la société civile. 12 avril. Les colonels qui ont renversé le président civil Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020 ont décrété mercredi la suspension « *jusqu'à nouvel ordre* » des activités des partis et des associations à caractère politique, coupables selon elle de « *subversion* ».

Au moins 223 civils, dont 56 enfants, ont été exécutés le 25 février dans deux villages du nord du **Burkina Faso** par leur propre armée, selon Human Rights Watch (HRW). La révélation de ce massacre, l'un des pires depuis le début de l'insurrection djihadiste dans le pays, en 2015, deux mois après les faits, a été permise par les témoignages de quatorze

² Le Monde, le 10 mai 2024

rescapés des tueries, d'organisations internationales et de la société civile, ainsi que par l'analyse de photos et de vidéos.

A Nodin et Soro, deux villages situés à une vingtaine de kilomètres de la frontière malienne, assiégés – comme de nombreux autres – par les djihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaida), des « *soldats ont ordonné à des personnes de sortir de chez elles* » avant de les « *rassembler en trois groupes – hommes, femmes et enfants –* » et de leur « *tirer dessus à bout portant, achevant ceux qui étaient encore vivants* », selon les récits des rescapés recueillis par l'organisation de défense des droits humains. Les « *individus qui s'enfuyaient* » ont également été visés. (25 avril)

Après la BBC et Voice of America, le Burkina Faso a décidé de suspendre la télévision francophone TV5Monde pour deux semaines, ainsi que plusieurs sites d'information étrangers « jusqu'à nouvel ordre », tous sanctionnés pour avoir diffusé un rapport accusant l'armée de tueries.

La junte au pouvoir à Niamey nie avoir conclu un accord avec Téhéran, qui souhaiterait lui acheter 300 tonnes de concentré d'uranium, du yellow cake issu des mines exploitées par le groupe français Orano à Arlit.

L'affaire est surveillée comme le lait sur le feu à Washington et à Paris. Comme l'a révélé le média en ligne *Africa Intelligence*, la junte au pouvoir au **Niger** depuis le coup d'Etat de juillet 2023 s'est engagée dans des « *négociations confidentielles* » avec l'Iran « *pour la livraison de 300 tonnes de yellow cake* » (concentré d'uranium). Une information confirmée au *Monde* par plusieurs sources officielles occidentales et nigériennes.

L'arrivée de troupes russes pour renforcer les capacités de défense aérienne du Niger est intervenue en même temps que le retrait des forces américaines et les deux contingents se sont croisés sur la base aérienne de Niamey.

Enfin, le Benin a fermé sa frontière au pétrole du Niger. Le Benin est en pointe contre le putsch fait au Niger. Le pipe-line a été installé par la Chine qui négociera la réouverture de la frontière.

Les trois pays se tournent vers la Russie pour coopérer sur les plans économiques, militaires et politiques. Moscou a fourni gratuitement 25 000 tonnes de blé au **Mali** et au **Burkina** qui se trouvent en insuffisance alimentaire selon une ONG américaine. Fin décembre, elle a rouvert son ambassade à Ouagadougou après 30 ans de fermeture. Les nouveaux responsables africains se rendent à Moscou avant d'annoncer leur retrait de la CEDEAO.

Les présidents des pays voisins cherchent à la sauver et à protéger leur pouvoir. Le 8 mai, le nouveau Président du Sénégal Bassirou Diomaye Faye a rencontré Alassane Ouattara à Abidjan. Pour ces dirigeants, il devient nécessaire de contrer l'influence des juntas soutenues par la Russie, désormais coalisées au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

5 - Le Moyen-Orient

Face aux tensions dans la région et aux menaces terroristes, les pays du Conseil de coopération du Golfe ont augmenté leurs dépenses de défense qui atteignent 100 milliards de \$. Ils diversifient leurs importations et développent leurs industries d'armement. Pour 2022, le budget de la défense de l'Arabie saoudite s'élevait à 46 milliards de dollars et celui

des EAU à près de 20 milliards, soit respectivement 8 et 5,6% de leur PIB en 2022. Il est de 71,6 milliards de dollars en 2024 pour l'Arabie Saoudite.

Jusqu'à présent les États-Unis étaient le principal fournisseur de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis avec 80% des achats de défense. Les choses évoluent. En août 2021, l'Arabie saoudite et la Russie ont signé un accord de coopération militaire et en février 2022, les Émirats arabes unis ont acheté une douzaine d'avions d'entraînement à la Chine.

A cette diversification s'ajoute la volonté de disposer de leur propre industrie de défense. La création de ces entreprises a débuté par la maintenance et la réparation des équipements. Les Émirats arabes unis sont les plus avancés avec EDGE, créé fin 2019, qui regroupe 25 compagnies, compte 12.000 salariés. Elle développe des munitions, des drones et une expertise en cyberdéfense et en guerre électronique. EDGE a passé des accords avec les entreprises israéliennes en novembre 2021.

L'Arabie Saoudite compte s'inspirer de cette réussite avec la création du SAMI et s'est donnée comme objectif de réaliser 50% de ses achats militaires localement en 2030, ce qui semble peu réaliste aux yeux des experts.

6 - L'Égypte

La crise économique en 2008 et l'instabilité politique après la chute du président Moubarak en 2011 ont durablement affaibli l'économie égyptienne. L'élection de l'islamiste Mohammed Morsi à la présidence a créé un certain embarras, mais n'a pas bouleversé la politique étrangère du Caire, même si les relations avec le Qatar ont provoqué une suspicion de la part de ses alliés traditionnels, l'Arabie Saoudite et les Emirats.

Ministre de la Défense désigné par Morsi, le général Abdel Fattah Al-Sissi prend le pouvoir à l'été 2013, après la décision du président Morsi de modifier la Constitution et de s'attribuer les pleins pouvoirs, provoquant un rejet par la population. L'administration Obama condamne ce changement de régime, ce qui lui vaudra une réponse sèche de la part de Sissi dans une interview au Washington Post : « *Vous avez tourné le dos aux égyptiens, ils ne l'oublieront pas.* »³ L'Égypte étant un pilier dans une région menacée par le terrorisme, la communauté internationale va renouer avec le nouveau régime qui multiplie les relations avec les puissances internationales. Mais Le Caire reste dépendant des monarchies du Golfe qui le soutiennent financièrement.

La réaction des Etats-Unis pousse Le Caire à diversifier ses partenaires. La Russie en bénéficie et devient le troisième partenaire commercial de l'Egypte en 2019 et redevient le premier fournisseur d'armes de l'armée. Les entreprises chinoises se voient confier les travaux de construction de la nouvelle capitale administrative et les pays européens, dont la France, fournissent aussi de l'armement et sont également impliqués dans ces travaux et dans la modernisation des transports.

Parmi les succès, l'Égypte a réussi à combler ses besoins énergétiques, mais s'est aussi positionnée comme un acteur clé dans la transformation et l'acheminement de gaz naturel liquéfié (LNG) vers l'Europe. La découverte du champ Zohr dans sa zone économique exclusive lui a permis de redevenir un exportateur net d'hydrocarbures. Au-delà de ses propres ressources, Le Caire cherche également à devenir une plaque tournante des

³ France Info – Egypte : Al Sissi, un général imprévisible au sommet du pouvoir - Héloïse Leussier – 21/08/2013

exportations énergétiques au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale, et un partenaire privilégié de l'Union européenne dans la production d'énergies renouvelables. Mais la pandémie et la guerre en Ukraine ont eu un impact sévère sur l'économie égyptienne qui reposait sur les transferts de la diaspora, le tourisme et les redevances payées pour le transit du canal de Suez.

Malgré tous les efforts du gouvernement pour attirer les touristes, les revenus du tourisme qui avaient rapporté 13 milliards de dollars en 2019 sont tombés à moins de 4 milliards en 2020. Si les chiffres se sont redressés en 2021, la guerre en Ukraine a réduit le nombre des visiteurs russes et ukrainiens qui représentaient 35 à 40% des touristes en 2019. Les importations de blé, venant majoritairement de Russie et d'Ukraine (80%), qui s'élevaient à 10 millions de tonnes ont souffert du conflit et ont subi une augmentation des prix. L'Egypte connaît ainsi une grave crise économique avec 40% de la population vivant sous le seuil de pauvreté et une inflation de 33% en mars 2023.

L'armée égyptienne s'est renforcée depuis l'arrivée au pouvoir d'Al-Sissi. Si Moscou reste son premier fournisseur, la France est le deuxième avec la vente de 30 Rafale qui s'ajoutent aux 24 déjà livrés et deux porte-hélicoptères de type Mistral. L'Egypte souhaite aussi acquérir 24 Eurofighter italiens et a dû renoncer à 24 Sukhoï Su-35 russes, sur pression de Washington, remplacés par des F-15 américains. Le Caire a aussi commandé deux frégates Bergamini à l'Italie et 4 sous-marins à l'Allemagne.

Sur le plan international, l'Egypte a trois préoccupations : le conflit israélo-palestinien dans lequel elle joue un rôle de médiateur, la situation en Libye où l'échec du général Haftar a réduit les ambitions du Caire et le Nil et les relations avec l'Ethiopie et le Soudan deux pays divisés par une guerre civile. Au Soudan, l'Egypte est proche de l'armée soudanaise, l'autre camp, celui des forces de soutien rapide étant soutenu par les EAU, également un bailleur de fonds de l'Egypte, ce qui complique le rôle du Caire. L'Egypte accueille déjà 5 millions de soudanais qui fuient les combats. La situation s'arrange avec la Turquie ; après dix ans de rupture des relations, les deux pays réactivent leurs ambassades.

« Si la stratégie de multi-alignement poursuivie par l'Égypte, à travers la multiplication des partenariats sécuritaires et économiques avec la Russie, la Chine et l'Union européenne, lui a permis de maintenir une marge d'autonomie vis-à-vis de ses soutiens golfiques, le bilan mitigé de sa politique étrangère en Afrique, en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient montre que le pays ne dispose plus d'une « capacité d'influence ». Aujourd'hui, l'avenir de l'autonomie de la politique étrangère de l'Égypte est lui-même menacé par l'aggravation de sa dépendance des monarchies du Golfe face à la crise économique qu'elle traverse depuis le début de la guerre en Ukraine.⁴ »

7 - Chine

La présence chinoise en Méditerranée est encore essentiellement économique, bien que la sécurisation de cette route commerciale soit déjà devenue un enjeu majeur pour la Chine au regard de l'importance du commerce maritime qui représente 80% de ses échanges avec l'Europe.

Pour renforcer sa présence dans les infrastructures portuaires du pourtour méditerranéen, la Chine a massivement investi depuis les années 2000. Le groupe chinois COSCO possède désormais des intérêts dans neuf terminaux portuaires méditerranéens situés en Égypte

⁴ Le retour de l'Egypte comme puissance régionale ? – Amr Abdelrahim – IFRI – Décembre 2022

(Port-Saïd, Damiette), en France (Fos-Marseille), en Turquie (Ambarlı), en Grèce (Le Pirée), en Italie (Vado Ligure) et en Espagne (Valence). Un autre port à conteneurs doit être construit en Algérie, avec laquelle elle a aussi conclu des contrats d'armements.

Si la flotte chinoise ne dispose pas à ce stade d'une base militaire en Méditerranée, le précédent de Djibouti laisse supposer que l'ouverture d'une telle base pourrait intervenir à moyen terme, d'autant que de nombreux ports méditerranéens accueillant des investissements chinois pourraient être convertis en base duale. Cette présence de bâtiments de la marine chinoise autour de la Corne de l'Afrique, leur permet des incursions en Méditerranée. Ce fut le cas pour l'évacuation de leurs ressortissants en Libye en 2011, pour escorter le transport des armes chimiques évacuées de Syrie en janvier 2014, et pour un premier exercice d'envergure avec la marine russe, en mer Noire et en Méditerranée, en 2015.

8 - Russie

Pour obtenir le soutien des pays arabes et du Moyen Orient, le Kremlin a publié un concept de politique étrangère, le 31 mars 2023, conçu sur six objectifs :

- 1) développer une coopération pleine et confiante avec l'Iran, apporter un soutien global à la Syrie et approfondir les partenariats multiformes et mutuellement bénéfiques avec la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Égypte et d'autres États membres de l'Organisation de la coopération islamique « compte tenu de leur souveraineté et du caractère constructif de leur politique envers la Fédération de Russie » ;
- 2) établir une « architecture de sécurité et de coopération régionale globale et durable » dans la région MENA avec tous les États et en collaboration avec la Ligue arabe et le Conseil de coopération du Golfe ;
- 3) « promouvoir le dialogue et la compréhension interreligieux et interculturels », consolider les efforts visant à protéger les valeurs spirituelles et morales traditionnelles et lutter contre l'islamophobie, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation de la coopération islamique ;
- 4) réconcilier les différences et normaliser les relations entre les États membres de l'Organisation de la coopération islamique, ainsi qu'entre ces États et leurs voisins (principalement la République islamique d'Iran et les pays arabes, la République arabe syrienne et ses voisins, les pays arabes et l'État d'Israël), y compris dans le cadre des efforts visant à trouver une solution globale et durable à la question palestinienne ;
- 5) aider à résoudre et à surmonter les conséquences des conflits armés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Asie du Sud-Est et dans d'autres régions où se trouvent des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique ;
- 6) « libérer le potentiel économique » des États membres de l'Organisation de la coopération islamique en vue d'établir le partenariat du Grand partenariat eurasien. »

Le document indique aussi que l'un des objectifs auxquels la Russie entend "accorder une attention prioritaire" est de fournir aux alliés et partenaires "une assistance pratique dans les opérations de lutte contre le terrorisme, y compris pour la protection des chrétiens au Moyen-Orient".

Conclusion

Outre les conflits ouverts qui se multiplient autour de la Méditerranée, il devient essentiel de suivre les avancées de la Russie au Moyen Orient et en Afrique, visant à entourer l'Europe et à la priver de ses accès aux trafics marchands et aux matières premières dont elle a besoin. Une telle stratégie avait déjà été tentée – sans succès – par l'URSS pendant la guerre froide, avec l'aide de Cuba, en Angola et au Zaïre.